



## LE RADAR DES RESPONSABLES LETTRE MENSUELLE

NUMÉRO 1 / AVRIL 2010

### EDITORIAL

## SORTIR DU BROUILLARD

**P**aradoxe du monde moderne : la surabondance des nouvelles tue l'information. Elles viennent des quatre coins du monde, ces infos de tous ordres que la grande presse écrite et télévisée nous présente 24 h/24 sans aucun souci de leur importance et au mépris de la hiérarchie des urgences. Nous savons tout, vraiment tout, sur les maîtresses de tel joueur de golf mais on nous a présenté à la va-vite la dernière conférence sur l'Afghanistan - où des soldats français sont engagés.

**Autre paradoxe :** plus les médias invoquent la mondialisation et Internet, plus le monde extérieur nous devient opaque. Pour faire des économies, la grande presse réduit le nombre de ses correspondants permanents à l'étranger, fait réécrire des dépêches ou publie les mêmes images sur le même type d'événement ou de faux événement. Les nouvelles arrivent très vite mais ce sont trop souvent les mêmes nouvelles, partout répétées. Nous sommes saturés !

**Conséquence :** nous n'avons plus les moyens de savoir ce que c'est qu'un événement. Mais quand quelque chose de grave arrive, en Europe, en France, dans notre métier, nous sommes surpris, parfois même éberlués. La crise de l'euro, certains économistes l'annoncent depuis trois ans - et elle risque de bouleverser notre vie. Telle grève, telle idée nouvelle, tel courant culturel ne devraient pas nous surprendre si la presse faisait son travail de repérage - des modes nouvelles et par-delà les modes.

**D'où l'ambition de RDR :** être le radar qui permet de sortir du brouillard de la communication massive et opaque. Nous en sommes convaincus : à côté des grosses machines

qui font du spectacle avec l'info, il y a place pour des publications de petites tailles mais rigoureuses dans leur contenu et inspirées par une éthique de l'information :

- > Chercher longuement l'information, la présenter brièvement, l'expliquer précisément.
- > Indiquer, dans cette information, ce qui nous paraît important, voire décisif, pour les acteurs de la vie économique, sociale et culturelle de notre pays.
- > Repérer, en France et hors de France, les tendances qui feront la Une de l'actualité dans un mois ou dans un an. Ce qui permettra à chacun, selon son activité, de se préparer à l'événement, de l'accompagner, d'en tirer avantage - au lieu de le subir comme une fatalité.



Essayant de vous faire comprendre le monde, nous le comprendrons mieux nous-mêmes. Nous ? Une équipe de journalistes professionnels travaillant de manière anonyme - pas de vedettariat ! - en s'appuyant sur un réseau mondial de veilleurs de jour... et de nuit. Veille économique, culturelle, politique au sens premier du terme : l'action et le devenir des Etats, des organisations internationales, la guerre et la paix... Mais pas de rumeurs, pas de petits secrets (de polichinelle), rien sur les stratégies partisans et les tactiques personnelles, et encore rien sur le « pipole » : d'autres s'en chargent.

Critiquables, révisables, nos choix vous surprendront. Tant mieux ! Une publication qui ne surprend pas ses lecteurs n'a pas de raison d'être. A chacun de réagir comme il l'entend : nous combattons la conception moutonnaire de l'information.

Cette Lettre est une aventure. Dites-nous si elle mérite d'être courue.

J. G.

## RDR, UN OUTIL DE VEILLE

### Repérage...

...des tendances nouvelles qui apparaissent dans la vie économique et culturelle. Discerner les modes à venir, désigner celles qui dureront, repérer la naissance de dynamiques sociales : « le monde bouge » - reste à savoir ce qui est en mouvement.

### Mise en évidence...

...des réalités nationales et internationales qui ne sont pas sous les feux des médias. Faits de sociétés qui échappent aux schémas dominants, pays négligés mais cependant importants : autant que possible, ne pas être surpris par l'événement.

### Analyse...

...des idées qui naissent en France, en Europe et sur d'autres continents. Dire en quoi elles peuvent changer à terme le monde, comme autrefois celles de Rousseau ou de Marx : ne pas craindre les théories neuves, qui seront les faits de demain.

## SOCIÉTÉ : FEMMES EN RÉGRESSION ?

Philosophe et historienne, Elisabeth Badinter publie un nouveau livre (*Le Conflit, la femme et la mère, Flammarion, 2010*) pour dénoncer l'idéologie dominante selon elle de la femme-mère parfaite. Les nombreuses polémiques qui résultent de ces thèses forment, avec les répliques et mises au point d'Elisabeth Badinter, le débat de février.

L'auteur est féministe. Elle défend le principe de la liberté de choix des femmes et l'égalité des sexes. A la fin des années soixante et pendant toute la décennie soixante-dix, ces thèses étaient dominantes et s'inscrivaient selon Elisabeth Badinter dans un mouvement long, apparu au 18<sup>e</sup> siècle, qui distingue la femme et la mère. Preuve : dans les familles bourgeoises et nobles, le bébé était confié aux nourrices et aux servantes ; dans les familles paysannes, c'étaient souvent les grands-parents qui s'occupaient du petit enfant car les

femmes devaient travailler la terre. Depuis les années quatre-vingt, les thèses féministes ont été discrètement combattues - jusqu'à ce que les mentalités changent à nouveau : l'écologie aidant, on

### "Les adversaires d'Elisabeth Badinter affirment qu'il existe un instinct maternel"

affirme que la mère doit nourrir elle-même son enfant et qu'elle doit rester au foyer pour l'élever plutôt que de le mettre à la crèche. Elisabeth Badinter, qui affirme depuis longtemps qu'il n'y a pas d'instinct maternel, récuse ce

naturalisme qui implique une absence de choix : « la femme n'est pas un chimpanzé ». Pour elle, la mère est une femme socialement construite comme telle en fonction d'un modèle de femme-mère

parfaite alors que beaucoup de femmes cessent rapidement d'allaiter (si elle ont commencé...) ou refusent d'avoir des enfants. De plus, la fusion de la mère et de l'enfant éloigne le père de la vie familiale et des activités qui y

sont liées : le partage des tâches est de moins en moins une réalité. A cet égard aussi, le féminisme est un échec.

### Instinct maternel

Les adversaires d'Elisabeth Badinter affirment qu'il existe un instinct maternel : pour qu'il se développe, il faut simplement éviter de séparer la mère de l'enfant dès les premiers jours. On reproche aussi à l'auteur du « Conflit... » de pousser à la consommation de produits industriels (lait en poudre) et d'oublier de dénoncer l'aliénation de la femme moderne par la publicité. J.G.

## BLOG : PAUL JORION

Presque totalement inconnu lorsqu'il publia son premier ouvrage (*Vers la crise du capitalisme américain ?, La Découverte, 2007*) Paul Jorion est devenu depuis l'automne 2009 un auteur très lu et, surtout, le rédacteur d'un des blogs [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com) les plus consultés dans le domaine économique.

En janvier 2010 ce blog a enregistré 185 000 accès, pour 61 614 lecteurs différents et se place dans les cinq premiers blogs politiques français. Cela signifie que le lectorat de Paul Jorion n'est pas seulement composé d'économistes professionnels, ce que confirme le courrier des lecteurs. Il y a, en France, une réelle volonté de comprendre la crise et la presse traditionnelle n'y répond que très partiellement.

### Succès mérité

Le succès de Paul Jorion est amplement mérité : non seulement il a annoncé la crise financière, mais il en a expliqué précisément les mécanismes. Il continue d'expliquer les mouvements complexes de la finance et de l'économie mondiales en se faisant assister par des blogueurs peu connus, mais remarquables, qu'il invite régulièrement : par exemple François Leclerc. Paul Jorion est un chercheur doublement hétérodoxe : il est à la fois anthropologue et économiste, mais ses convictions en fonction un critique de l'économie qui se situe hors des courants connus puisqu'il n'est ni marxiste, ni keynésien. R.D.

*Autres ouvrages de Paul Jorion : L'Implosion. La finance contre l'économie : ce qu'annonce et révèle la « crise des subprimes », Fayard, 2008. La Crise. Des subprimes au séisme financier planétaire, Fayard, 2008. L'Argent, mode d'emploi Fayard, 2009.*

## USAGES DES SONDAGES

Les sondages sont censés refléter l'opinion publique et il est certain que certaines enquêtes donnent une photographie assez exacte si l'on considère qu'il s'agit d'un instantané.

Mais le sondage bien fait modifie le comportement des sondés - certains sont confortés dans une attitude qu'ils auraient pu abandonner, d'autres sont poussés à réagir contre une tendance qu'ils estiment inacceptable. Il y a donc un jeu de miroirs entre sondeurs et sondés qui se complique quand un journal met l'accent certains résultats (la notoriété flatteuse d'une personnalité politique) plutôt que sur d'autres (ses faibles chances d'être élu). L'information sur le sondage peut aussi faire mentir le sondage lui-même. Ainsi, le Journal du dimanche fait son titre sur « les Français prêts à travailler plus longtemps » alors que le sondage publié sur la deuxième page montre exactement le contraire. A la question « Jusqu'à quel âge seriez-vous prêt à travailler pour avoir une bonne retraite ? », les sondés répondent 62 ans mais par ailleurs ils disent qu'il leur faudrait travailler jusqu'à 64, 7 ans (en moyenne) pour toucher cette « bonne retraite » - 76% des sondés craignant que leur retraite ne soit pas suffisante. Les sondés préfèrent s'arrêter à 62 ans plutôt que de toucher une bonne retraite et, par ailleurs, 64% souhaitent quitter le travail « le plus tôt possible ». Cette succession de pourcentages montre que le Français n'ont vraiment pas envie de travailler plus longtemps. A.L.

(Résumé d'une analyse publié par le Docteur Panel sur son blog : <http://www.rue89.com/en-faire-un-sondage> qui est consacré à l'analyse critique des sondages d'opinion.

## LE REGRET DU FRANC

Il y a des sondages crédibles et d'autres fabriqués dans des conditions discutables. Il y a aussi les sondages dont on parle - qu'ils soient ou non crédibles - et ceux dont on ne parle pas.

Le sondage<sup>(1)</sup> qui fait apparaître que 69% des Français regrettent le franc a oublié dès sa discrète publication par l'IFOP. C'est pourtant le plus fort signe de rejet enregistré depuis la mise en circulation de l'euro. Mais la nouvelle tombe mal, car les spéculateurs internationaux se défient fortement de l'euro et parient sur l'effondrement de cette zone monétaire. Les raisons du malaise vis-à-vis de cette « monnaie unique » qui n'est pas la monnaie de toute l'Union européenne touchent les conditions mêmes de la création de l'euro. Alors que la

monnaie, depuis qu'elle existe, est l'acte d'un pouvoir souverain et le signe de son existence légitime, l'euro n'est pas la monnaie d'un pouvoir européen mais la création d'un Réseau européen de banques centrales - car les Banques centrales nationales n'ont pas été supprimées. A tous égards, on reste dans une logique nationale alors que l'euro devrait être la monnaie d'un Etat fédéral européen - comme le dollar est la monnaie de l'Etat fédéral américain et trouve son fondement ultime dans le divin : « In God we trust » est-il écrit sur

chaque dollar. On attendait de la création de l'euro un « big bang » qui aurait fait naître un pouvoir politique. Le choc initial n'a pas eu lieu et on explique aujourd'hui la crise de l'euro par cette absence d'autorité politique donnant à la « monnaie unique » la force d'une évidence. A.D.

<sup>(1)</sup> Ce sondage a été réalisé les 11 et 12 février auprès d'un échantillon de 957 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



## La France arme la Russie

L'Etat-major de l'Armée russe souhaite passer commande de trois bateaux porte-hélicoptères de classe Mistral, qui s'ajoutent au bateau du même type déjà commandé.

Cette demande « technique » n'a pas encore fait l'objet d'une commande politique mais les autorités françaises examinent la question et feront connaître leur décision dans les prochaines semaines, selon les déclarations de Jacques de Lajugie, directeur international de la Direction générale de l'armement (DGA) du ministère de la Défense. R.D. 8 février 2010

## Allemagne : Front commun

Deux faits marquants : les négociations de branche dans la métallurgie débiteront avec deux mois d'avance ; surtout, le syndicat IG Metall, qui représente 3, 4 millions de salariés, a annoncé qu'il ne présenterait pas de revendications salariales.

Motif : le risque de licenciements massifs qui tient à l'absence de reprise rapide de l'activité économique. L'IG Metall va donc tenter de sauver le maximum d'emplois industriels en sacrifiant les revenus réels des salariés - qui ont déjà baissé de 0,8% en 2009. La stratégie de l'IG Metall, favorablement accueillie par le patronat allemand, a de fortes chances d'être reprise dans d'autres secteurs : énergie, chimie, industrie pharmaceutique. R.D.

9 février 2010

## La crise en Russie (2)

L'économie russe est cependant sortie très rapidement de la récession. Le gouvernement a mis en œuvre un plan anti-crise : aide aux banques et aux entreprises en manque de liquidités, forte augmentation des allocations chômage qui ont atténué la baisse de la demande, pressions sur les entreprises pour qu'elles paient les salaires.

Le revenu des ménages a donc été préservé en 2009 mais leur consommation a baissé ce qui pénalise l'industrie et le commerce de détail. R.D.

## ALLEMAGNE : L'ETAT FÉDÉRAL CONDAMNÉ

La Cour constitutionnelle allemande a jugé que le système d'allocation aux plus pauvres était insuffisant.

L'Etat fédéral va donc être obligé de revoir complètement la réforme « Hartz IV » qui avait abouti en 2005 à la fusion de l'aide sociale et de l'allocation aux chômeurs - ce ci afin d'inciter les chômeurs à trouver un travail. Les adversaires de cette réforme soutenaient quant à eux que les millions d'Allemands seraient rejetés vers la précarité. La Cour de Karlsruhe a déclaré que cette réforme était incompatible avec l'article premier de la Loi fondamentale qui garantit le droit à une existence digne.

Le gouvernement va donc être obligé de revoir avant le 31 décembre 2010 l'ensemble de ses barèmes et prévoir dix milliards de dépenses supplémentaires. En 2009, l'Etat a dépensé 45 milliards d'euros pour financer le dispositif Hartz IV qui assure la subsistance de 6,5 millions de personnes (à raison de 359 euros par adulte) dont 1,7 million d'enfants. Incombait à l'Etat de garantir à chacun "un minimum de participation à la vie sociale et culturelle" du pays, alors que le barème actuel ne prévoit par exemple aucune activité socio-éducative pour les enfants.

Plusieurs économistes ont déjà averti qu'outre son coût, le relèvement des barèmes risque est d'élargir le cercle des allocataires et de dissuader les gens de retravailler. Une foule d'organisations ont applaudi mardi la décision de Karlsruhe. Comme la confédération syndicale DGB, qui a réclamé "un programme contre la pauvreté" ou encore l'association des Mères et Pères célibataires. J.G.

## LA CRISE EN RUSSIE (1)

La Russie a été très sérieusement touchée par la crise tout au long du premier semestre 2009. La récession s'est résorbée au cours du second semestre et la croissance est revenue au début de 2010. La crise en Russie a été violente alors que le pays avait de solides défenses : faible endettement de la population, faible spéculation bancaire sur le marché des produits dérivés. Mais certaines entreprises et d'importantes banques étaient fortement endettées. De plus, les retraits massifs de capitaux à court terme ont atteint la Russie et l'endettement des grandes sociétés russes a aggravé le phénomène. S'y est ajoutée la baisse du prix des matières premières. La crise a moins fortement touché l'industrie extractive. R.D.

Source : Donnée de la Banque Centrale russe et du Rosstat (Institut de statistique)



## PHILADELPHIE

La Déclaration de Philadelphie a été publiée et proclamée le 10 mai 1944.

Elle fait partie du grand ensemble des textes et accords fondateurs de la réorganisation de l'économie mondiale après la guerre : accords de Bretton Woods dans le domaine monétaire ; création de l'Organisation des Nations unies en 1945 ; charte de la Havane sur le commerce international signée en 1948 (et jamais appliquée), Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. La Déclaration de Philadelphie a une portée sociale : elle concerne « les buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail » (OIT) et fixe des principes « pleinement applicables à tous les peuples du monde ». La Déclaration affirme notamment que « le travail n'est pas une marchandise », que « la pauvreté, là où elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous », que « la lutte contre le besoin doit être menée avec une inlassable énergie au sein de chaque nation »... et qu'« une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale ». L'un des plus grands spécialistes français du droit du travail, Alain Supiot, lui consacre un ouvrage <sup>(1)</sup> et invite à renouer avec l'esprit de Philadelphie.

J.B.

<sup>(1)</sup> Alain Supiot, *L'esprit de Philadelphie, la justice sociale face au marché total*, Seuil, 2010.

## IDENTITÉ

Une personne à des « problèmes d'identité » ; le gouvernement français a lancé un débat sur « l'identité nationale » qui a porté en partie sur le choix de l'expression.

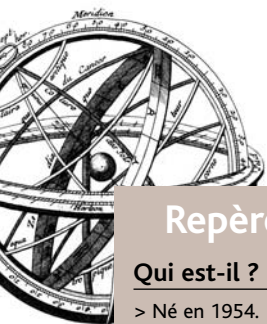
On ne s'est guère interrogé sur la définition de l'identité. Celle-ci est simple : identité est synonyme d'égalité. Dans un Etat moderne, ce qui fait l'identité collective, c'est l'égalité entre citoyens qui fonde un grand nombre de dispositions légales et réglementaires qui suppose l'existence d'un Etat de droit. L'existence de l'Etat permet la relation entre tous les égaux par le droit : cela signifie que l'égalité n'est pas une donnée naturelle. Cette observation vaut pour l'identité si l'on entend par là ce qui caractérise une personne : c'est l'Etat qui donne la carte d'identité.

En dehors des relations assurées par l'Etat, l'identité suppose encore l'existence d'un autre : pas d'identité sans altérité ; on n'est pas soi-même sans la présence de l'autre, sans le regard de l'autre. Cette autre personne est bien entendu différente : si tout le monde se ressemblait à l'identique, il n'y aurait pas d'existence sociale possible.

C'est donc ensemble qu'il faut penser l'identité et la différence sans jamais oublier le tiers qui fait le lien entre les deux autres, qui assure la relation.

L.D.

## Intuitions // ENTRETIEN AVEC JACQUES SAPIR



### Repères

#### Qui est-il ?

> Né en 1954. Économiste, Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et directeur du Centre d'Études des Modes d'Industrialisation (CEMI-EHESS).

#### Que fait-il ?

> Ses recherches portent sur l'économie russe, sur la stratégie militaire, il est l'auteur d'une théorie générale de l'économie politique et propose une réponse globale face à la crise.

#### Qu'a-t-il publié ?

> De nombreux ouvrages parmi lesquels : *Les trous noirs de la science économique* (Albin Michel, 2000) et *Le Nouveau 21<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2008).

La Grèce est dénoncée pour sa corruption, ses mensonges et son laxisme. Bruxelles lui impose un programme d'extrême rigueur sans comprendre que la crise grecque est une crise générale de l'euro.

#### *L'Euro est en crise : cela vous étonne ?*

Non ! Cette crise, nous sommes plusieurs à l'avoir annoncée il y a plusieurs années. La zone euro n'a jamais été cohérente, notamment à cause de la diversité des niveaux d'inflation structurelle en les pays-membres.

#### *Les Grecs sont-ils coupables d'avoir aggravé la situation ?*

Je suis scandalisé par les propos tenus sur les Grecs. Leur endettement n'est ni plus ni moins le fruit du « laxisme »

que celui d'autres pays de la zone : selon les estimations disponibles pour 2009, la dette grecque représenterait 103% du PIB, la dette belge serait de 95,7% et la dette italienne atteindrait le chiffre record pour la zone de 113% !

#### *Pourquoi les Grecs sont-ils endettés ?*

Les revenus d'activités, source de rentrées fiscales, sont en dollars ou concernent la zone dollar. Les trois principaux facteurs d'activité sont l'affrètement de la flotte maritime, le commerce avec les pays du Moyen-Orient et le tourisme. Les dépenses se font en euros. Le niveau trop élevé de l'euro par rapport au dollar et la crise économique ont entraîné une baisse des

revenus dans ces trois secteurs. Les Grecs ne sont donc pas coupables.

#### *Les Grecs peuvent-ils rééquilibrer leur budget ?*

Ils ne peuvent pas y arriver par eux-mêmes. Leurs partenaires ne peuvent pas les aider car c'est interdit par traité. Si la France et l'Allemagne parviennent cependant à aider la Grèce, comme c'est envisagé, ces deux pays creuseront leur propre endettement. D'où leurs réticences.

Nous allons à brève échéance vers une crise de la zone euro, parce que la crise grecque est aussi celle du Portugal, de l'Italie, de l'Irlande et qu'il n'y a pas de solution rapide pour parer la menace d'éclatement.

“ Nous allons à brève échéance vers une crise de la zone euro...”



## BHL EN CHUTE LIBRE

Pendant trente-cinq ans, Bernard-Henri Lévy fut la figure dominante de l'intelligentsia médiatique. Depuis quelques années pourtant, ses livres se vendaient moins bien...

Il voulut se relancer en publiant « De la guerre en philosophie » (aux éditions Grasset) et organisa une campagne de promotion comme toujours parfaitement orchestrée.

Elle fut assombrie par une journaliste qui révéla que BHL faisait référence à un auteur fantôme, Jean-Baptiste Botul, pour étayer sa critique de Kant.

Ce menu dérapage s'est transformé en chute libre : « De la guerre en philosophie » n'avait trouvé que 5 500 lecteurs à la fin mars et c'est maintenant Alain Badiou, maoïste endurci, qui tient le haut du pavé. J.B.

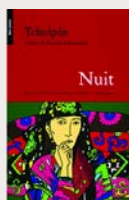
## Lire // TCHULPÄN

Voici un « vrai » roman, au sens où l'auteur raconte une histoire qui n'est pas seulement celle de quelques personnages.

L'œuvre - il n'est pas exagéré d'évoquer un chef d'œuvre - est née en Asie centrale et raconte, à partir d'une intrigue de harem, ce que fut la colonisation russe au Turkestan à la veille de la colonisation soviétique.

Son titre ? « Nuit », tout simplement. L'auteur : un Ouzbek, 'Abd al-Hamid Sulaymân, dit Tchulpân, qui rencontra un grand succès lorsqu'il publia, en 1936, ce grand roman populaire. L'Ouzbékistan était alors une République soviétique et « Nuit » fut considéré comme une critique « nationaliste et bourgeoise » du stalinisme. Arrêté, déporté, Tchulpân fut condamné à mort et exécuté.

L'ouvrage a été traduit par Stéphane A. Dudoignon, l'un des meilleurs spécialistes français de l'Asie centrale. L.D.



*Tchulpân : Nuit, roman traduit de l'Ouzbek par Stéphane A. Dudoignon, Editions Bleu autour, 2010. 449 pages. 23,50 €*

## Philosophie magazine

La philosophie, ça ne sert à rien ! Le jugement, péremptoire, est très répandu. Pourtant, il y a un large public qui suit l'actualité philosophique et qui dépasse de beaucoup le cercle des enseignants. Preuve : le magazine



« Philosophie aujourd'hui » qui a publié en février son 36<sup>e</sup> numéro. Belle présentation, articles et enquêtes lisibles par l'honnête homme du 21<sup>e</sup> siècle, thèmes reliés à l'actualité et donnant, sans prétention, de la profondeur aux débats du moment : « Sexe et morale », « Le scandale de l'inégalité », « A-t-on raison d'avoir peur ? », « Le socialisme peut-il renaître ? ». L.D.

## Concept // « LA DÉCENCE COMMUNE »

George Orwell (1903 - 1950) est un auteur qui n'a cessé d'être lu depuis la publication de « 1984 », admirable et terrible évocation de ce que pourrait être un totalitarisme à la mode britannique.

On connaît moins le combattant de l'armée républicaine espagnole qui écrivit sur la guerre civile un récit - *Hommage à la Catalogne* - véridique et d'une admirable qualité littéraire. On ignorait tout du concept de common

decency qui est de plus en plus souvent invoqué par des intellectuels qui ont déserté le combat politique sans pour autant se détourner des questions de société.

L'attention a été attirée sur ce concept par un ouvrage de Bruce Bégout : *De la Décence ordinaire*. Fils d'une famille bourgeoise, George Orwell était un révolté qui se proclama socialiste en 1936 sans adhérer à l'idéologie marxiste : c'est un socialisme sentimental, modéré, qui ne vise pas à changer la nature humaine (il a eu l'expérience du stalinisme en Espagne) mais à améliorer la condition humaine. La common decency exprime ce projet : il s'agit de « conserver pour dévelop-

per », de préserver les bons aspects traditionnels de la vie ordinaire (le café du coin, la fête la promenade à la campagne) et les valeurs classiques : égalité, respect mutuel, décence...

C'est ce souci de la décence commune qui doit accompagner les réformes en vue de la justice sociale.

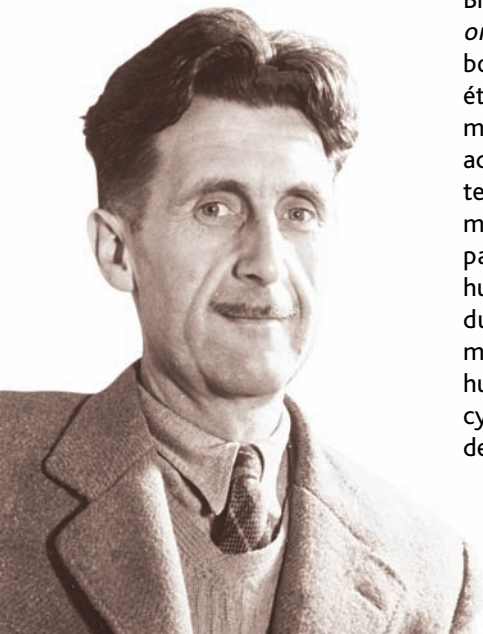
L'essayiste Alain Finkielkraut s'efforce de populariser le thème humaniste de la décence ordinaire qui devrait être selon lui au cœur d'une nouvelle politique de l'éducation. L.D.

*Références : Bruce Bégout, De la Décence ordinaire, essai, Allia 2008. Jean-Claude Michéa, Orwell éducateur, Castelnau-le-Lez, Éd. Climats, 2003.*

## Marx : Il revient !

Triste régression intellectuelle ou juste revanche d'un penseur injustement accusé d'avoir engendré le totalitarisme ? A chacun de se faire une opinion. C'est d'autant plus facile que Marx se trouve en tête de gondole dans les maisons de la presse, tandis que les Presses universitaires publient des études soignées sur l'auteur de *Das Kapital*. On peut même ajouter à la manière des publicités pour les films d'épouvante : « Marx revient. Et il n'est pas content ! ». On a oublié sa critique du capitalisme et une grande crise a éclaté, peut-être aussi grave que celle de 1929. Mais l'analyse de Marx est-elle judicieuse et ses solutions sont-elles appropriées ?

Le débat est d'autant plus ouvert qu'il y a plusieurs lectures possibles de Marx - et pas de Parti unique pour faire la police de sa pensée... L.D.



### Opium : récoltes stables

L'étude annuelle de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) prévoit que la culture du pavot devrait rester stable en 2010 pour ce qui concerne l'Afghanistan.

Information importante car l'Afghanistan produit 90% de l'opium vendu dans le monde et exporte sans grande difficultés étant donc l'état d'anarchie qui connaît le pays, sa configuration géographique et l'impossibilité technique de contrôler efficacement ses frontières.

L'étude de l'ONUDC est optimiste dans la mesure où elle annonce que trois régions pourraient renoncer à la culture du pavot en raison des programmes de développement mais elle ne souligne pas le faible rapport entre les sommes investies dans la lutte contre la drogue depuis dix ans et la modestie des résultats obtenus.

L.D.

### Le pétrole, les Kurdes et les Irakiens

Depuis la chute de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak se gouvernent eux-mêmes sans être formellement un Etat indépendant mais en n'étant plus une région de l'Irak.

Le président Massoud Barzani siège dans sa capitale d'Erbil et voudrait pouvoir constituer une armée kurde. Il est vrai qu'il est menacé par les Turcs et par les Irakiens arabes. L'un des enjeux : le pétrole.

La ville de Kirkouk (deuxièmes réserves pétrolières de l'Irak) est en territoire kurde mais les Turcomans y sont nombreux.

En 2009, le groupe chinois Sinopec a pris le contrôle d'Addax Petroleum Corp. qui exploite le pétrole irako-kurde et le gouvernement de Bagdad a accordé des concessions à plusieurs groupes étrangers dont Shell, BP, Exxon, Loukoil et Total. Les Turcomans demandent la protection de Bagdad, les Kurdes dénoncent ces accords. Le règlement des comptes promet d'être sanglant quand les troupes américaines auront quitté l'Irak.

L.D.

## Kazakhstan // LA MONTÉE EN PUISSANCE

Les Français n'ont pas encore pris l'habitude d'observer l'Asie centrale.

Il s'intéressent aux événements d'Iran, à cause du dossier nucléaire et des manifestations de l'opposition au régime des mollahs ; ils suivent de près les affaires de Chine et y investissent car le vieil empire est devenu une grande puissance ; mais entre les deux il y a une zone complexe, faite de cinq républiques naguère soviétiques, musulmanes de langues turciques ou persanes : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Toutes se trouvent sur les routes qui mènent de l'Extrême Orient à l'Atlantique

- routes du pétrole, du gaz, de la drogue. Quatre de ces jeunes républiques sont pauvres, l'une d'entre elles est riche de ses ressources naturelles : le Kazakhstan.

Les entreprises françaises y sont présentes depuis plusieurs années et ce grand pays francophile et russophone peut en accueillir bien d'autres, grandes et petites de même que des touristes désireux de découvrir un peuple qui jouxte et se mêle à plusieurs mondes - chinois, russe, persan et turc.

L.D.

“Un territoire immense peuplé de 15,7 millions dh'habitants”



Politique	Géographie	Ressources
La République du Kazakhstan est indépendante depuis le 16 décembre 1991 après avoir été successivement inscrite dans l'empire mongol, dans l'empire russe à partir du 17 <sup>e</sup> siècle, dans l'Union soviétique à partir de 1924. Présidée depuis sa naissance par Nursoultan Nazarbaïev, la jeune République entretient de bonnes relations avec ses grands voisins russe et chinois qui sont ses alliés au sein du Groupe de Shanghai. Elle assure en 2010 la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).	Son territoire est immense : 2 717 000 km <sup>2</sup> (ce qui correspond à environ cinq fois la superficie de la France, il est au neuvième rang mondial), peuplé de 15,7 millions d'habitants (soit 5,5 au km <sup>2</sup> ). Sa capitale est Astana, ville nouvelle qui a remplacé en 1997 la belle ville d'Almaty, proche de la frontière kirghize. Le Kazakhstan est bordé de deux mers fermées : La mer Caspienne et la mer d'Aral, désormais séparée en deux parties. Très varié, le relief du Kazakhstan présente des plaines, des collines et des plateaux.	Ses ressources pétrolières sont considérables (30 milliards de barils prouvés) et la mise en service du gisement de Kashagan sur la Caspienne fera du Kazakhstan une grande puissance pétrolière. Les réserves prouvées de gaz se montent à 2, 407 billions m <sup>3</sup> et le pays détient la deuxième réserve mondiale d'uranium. Il est relié à l'Europe (Russie, Géorgie, Turquie) par un important réseau d'oléoducs et de gazoducs et toutes les grandes liaisons terrestres (Europe-Chine, Russie-Chine, Iran-Europe-Chine) passent par le Kazakhstan.

## Chine //



## ACHAT DE TERRES

**P**armi tous les pays qui achètent des terres cultivables grâce aux fonds d'Etats, la Chine occupe le premier rang : elle possède 3 millions d'hectares en RD du Congo, 2 millions d'ha en Zambie, 1,4 millions d'ha aux Philippines, 100 000 ha au Zimbabwe, 43 000 ha en Australie, 10 000 ha au Cameroun, 7 000 ha au Kazakhstan... Par ailleurs, un communiqué de la Bourse de Shanghai informe que la société Baotou Steel Rare-Earth Company a chargé sa filiale Baotou Steel Rare-Earth International Trading Corporation de constituer une réserve stratégique de terres rares sur le gisement de Baotou, situé dans la région autonome de la Mongolie intérieure.

La Chine possède déjà 80 % des réserves de terres rares dans le monde et le premier consommateur de ces terres qui contiennent des minéraux (dysprosium, terbium, thulium, yttrium) et qui sont uti-

lisées en électronique, en aéronautique et dans l'énergie atomique. A.S.

10 février 2010. Source : Xinhua

## ENERGIE EN RÉSERVES

**P**our sa consommation de pétrole, la Chine dépend à 52 % de l'étranger. C'est pourquoi elle constitue méthodiquement d'importantes réserves acquises grâce aux milliards de dollars qu'elle détient. En 2009, la Chine a acheté pour 60 milliards de dollars du pétrole à la Russie, au Brésil et au Venezuela : opération judicieuse, car les cours du pétrole ont baissé en 2009 en raison de la crise financière. Par ailleurs, la Chine a passé avec la Russie un accord en vue de la construction d'un oléoduc qui reliera les deux pays et qui devrait pouvoir acheminer 15 millions de tonnes de pétrole par an. A.S.

18 janvier 2010

## Etats-Unis //

PAUVRETÉ  
EN CHIFFRES

**S**elon les statistiques officielles, six millions de citoyens américains sont dépourvus de toute aide sociale alors qu'ils sont au chômage. Ils survivent grâce aux coupons alimentaires qui leur sont distribués pour un montant de 10 ou 200 dollars par mois.

Le nombre total de ces Américaines a doublé en deux ans - donc depuis le début de la crise économique et financière.

La situation est différente selon les Etats : le nombre de personnes sans aucun revenu a triplé au Nevada ; elle a augmenté de 90% en Utah et au Minnesota.

15 janvier 2010

A.M.

TOUJOURS  
L'IMMOBILIER

**L**a Commission de contrôle du Congrès estime que 1400 milliards de crédits sur l'immobilier commercial devront trouver un refinancement entre 2010 et 2014. Comme la moitié de ces emprunts sont supérieurs à la valeur du bien commercial, une nouvelle vague de défaillances aura lieu et les banques américaines - surtout les petites banques régionales - pourraient perdre 200 ou 300 milliards supplémentaires. Selon le Congrès-sional Oversight Panel, cette nouvelle crise des subprimes, cette fois sur les créances hypothécaires commerciales, aurait des effets désastreux. Des ensembles de bureaux, des hôtels et des magasins seraient obligés de fermer et leurs employés seraient licenciés.

Les banques exposées à subir des pertes seront encore plus réservées quant à l'octroi de nouveaux crédits, ce qui pourrait conduire à la faillite d'autres entreprises.

La crise, aux Etats-Unis, est loin d'être terminée.

Rapport de février 2010

A.M.

## Amérique Latine //

## UNE SOCIÉTÉ ÉCLATÉE

**E**n Amérique latine, toutes les statistiques économiques et toutes les politiques d'aide sociale sont faussées par l'existence d'un secteur informel qui regroupe des activités hétérogènes et peu productives.

Pour la période 2001-2004, le secteur informel représente 47% de l'emploi urbain dans 18 pays d'Amérique latine.

Les taux se situaient :

- Entre 29 et 43% au Chili, Costa-Rica, Panama, Argentine, Brésil et Uruguay.
- Entre 50 et 63% au Salvador, en Equateur, au Paraguay, Venezuela, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Pérou et Bolivie.

La main d'œuvre peu qualifiée qui travaille dans ce secteur informel est exclue des systèmes de Sécurité sociale. Ce secteur informel est cependant en phase avec le secteur légal : il assure la flexibilité constante du marché du travail et il réduit les coûts du travail dans le secteur formel. A.S.

Source : UNRISD Workshop, Social Policy and Development program, Financing Social Policy.

## LE BRÉSIL EN TÊTE

**P**armi les économies d'Amérique du Sud, le Brésil occupe une place de premier ordre. La comparaison des PIBs des autres pays de l'union douanière de la région, le Mercosud, de même que des autres pays de la région en est l'illustration la plus évidente. Le Produit Intérieur Brut brésilien est 3,79 fois plus important que celui de l'Argentine, l'autre grande économie du continent. Il est même pratiquement égal à l'ensemble du PIB des autres pays.

Source : Instituto Brasileiro de Geografia e Estatísticas.



## TRAVAILLER POUR SE LIBÉRER

**Le travail, une souffrance ? Le mot (tripalium) le dit et c'est tragiquement vrai. Mais travailler est aussi la voie royale vers l'émancipation de la personne - à certaines conditions. Telle est la thèse de Christophe Dejours, qui mérite d'être examinée de très près.**

**P**sychiatre, spécialiste des relations de travail, Christophe Dejours fait partie de la petite minorité des chercheurs et praticiens qui créent des concepts éclairants. En 1998, il a rassemblé sous le mot de souffrance<sup>(1)</sup> tous ces malaises, angoisses, déprimés et autres sentiments négatifs et douloureux éprouvés par d'innombrables employés et cadres de tous secteurs et de tous rangs<sup>(2)</sup>.

Ceux qui souffrent au travail n'ont-ils d'autre recours que le recours au psy de service, la fuite dans la maladie, la drogue ou l'attente désespérée de la retraite ? C'est encore Christophe Dejours qui propose dans deux ouvrages récents<sup>(3)</sup> une réponse ni compassionnelle, ni médicale à ce mal qu'il désigne et dénonce

comme désolation. Pour lui, c'est dans le travail que la personne laborieuse et le groupe de travailleurs peut trouver le moyen de son émancipation. Comment ? Par la lutte pour la reconnaissance, contre la domination. On dira : c'est de la politique !

Christophe Dejours n'a pas peur du mot mais il lui redonne toute sa signification et toute sa force : la politique, c'est le souci de la collectivité humaine, le soin qu'on apporte à son bien-être. La politique met en œuvre des relations à l'autorité, selon un principe de légitimité qui n'est pas praticable sans qu'il y ait délibération entre les membres du collectif (l'entreprise, la nation) et arbitrage au final. Mettant de côté - sans nier leur influence - les idéologies,

c'est ainsi qu'il faut comprendre la centralité politique du travail : le travail est central parce qu'il fait le lien entre la subjectivité, la politique et la culture.

### Lieu où se tissent des liens

Cette réflexion a une portée pratique immédiate : pour se libérer de l'angoisse, pour s'affranchir de la domination, il est possible et indispensable de reconstruire des collectivités de travail, de retrouver des méthodes de coopération, d'agir pour que l'entreprise ne soit plus seulement une unité (mal en point) de production, mais un lieu où se tissent des liens de civilité et des rapports de pouvoirs. Il faut donc favoriser la reconnaissance mutuelle des travailleurs, fixer des objectifs au-delà de la produc-

tion et de la productivité, instituer une autorité capable d'arbitrer lors des délibérations et des conflits afin que la violence ne soit plus la seule solution. Les thèses de Christophe Dejours sont à discuter. Elles sont déjà en débat en France et en Amérique latine grâce à de jeunes chercheurs qui travaillent selon la même perspective théorique et pratique. Attention ! Une nouvelle famille de pensée est en voie de constitution : elle aura de l'influence sur la vie dans les entreprises. *L.D.*

<sup>(1)</sup> Christophe Dejours, *Souffrance en France, Le Seuil, 1998.*

<sup>(2)</sup> Christophe Dejours et Florence Bègue, *Suicide et travail : que faire ? PUF, 2009.*

<sup>(3)</sup> Christophe Dejours, *Travail vivant, 2-Travail et émancipation, Payot, 2009.*

## LE STRESS AU TRAVAIL

**Les directions d'entreprise aujourd'hui entrent dans l'étude de ce sujet très difficilement et souvent par l'administration d'un questionnaire global. Le syndicat CFE CGC réalise régulièrement des enquêtes sur ce thème, cela a le mérite de rappeler un certain nombre d'idées clé.**

**77 %** estiment que leur charge de travail est plus lourde qu'auparavant.

**77 %** sont fréquemment interrompus dans leur travail.

**77 %** estiment que le stress n'est pas pris en compte dans leur entreprise.

**69 %** sont tendu(e)s ou crispé(e)s à cause de leur travail.

**59 %** ont des difficultés à concilier travail et vie privée.

**51 %** se sentent découragés à cause de leur travail.

**46 %** sont confrontés agressifs.

**39 %** ont des migraines ou des maux de tête.

Chèque à envoyer au  
Service Abonnement RDR  
Formadi  
5 bis, rue Pierre-Mazuer  
63200 Riom



Abonnement de 12 mois : 225 € soit 15 € par numéro  
L'abonnement comprend 11 numéros de **RDR, La Lettre**  
+ 4 trimestriels hors-série **RDR Analyses**



**www.formadi.com**  
5 bis, rue Pierre-Mazuer  
63200 Riom / 04 73 64 02 03

Directeur de la publication ► Jean Grimadi d'Esdra  
Coordinateur éditorial ► Jacques Blangy  
Conception et réalisation ► graphicstory.net / Impression ► Couty  
Commission paritaire : en cours. Numéro ISSN